

CONSIDERANT que l'accès au site se fera par le Boulevard Noguères et des chemins ruraux existants, et qu'aucune voirie nouvelle ne sera créée ;

CONSIDERANT que le parc sera composé d'environ 4 930 panneaux d'une hauteur d'environ 3 m et équipé d'un poste de transformation et de livraison, de 13 onduleurs et d'une citerne anti-incendie ;

CONSIDERANT que cette infrastructure n'altèrera pas le caractère paysager du secteur qui est déjà artificialisé, l'implantation étant prévue en bordure d'une zone d'activité et du Boulevard Noguères ;

CONSIDERANT que le projet se localise dans des espaces identifiés par le SCOT à forts enjeux agricoles dans un secteur délimité par une frange urbaine et rurale sur des terrains ouverts à l'urbanisation et artificialisés ;

CONSIDERANT que le dossier indique que la visibilité des installations sera relativement réduite ;

CONSIDERANT qu'en fin d'exploitation, le porteur de projet Quadran s'engage à démanteler le parc solaire et à remettre en leur état initial les terrains concernés ;

CONSIDERANT les compléments d'information apportés par un élu de la commune, Pierre PARRAT ;

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré
et à la majorité des membres présents, par :
16 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions**

DONNE au titre des articles L. 122-1-V et R. 122-7 du Code de l'Environnement, un avis favorable sur le projet de centrale photovoltaïque dont le permis de construire a été déposé par la société Quadran sur la commune de Perpignan.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et ans que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Président



Jean-Paul BILLES



**PRÉFECTURE
PYRÉNÉES ORIENTALES
- 4 NOV. 2019
COURRIER**

Certifiée exécutoire consécutivement à sa transmission en Préfecture, sa notification, sa publication le : **- 4 NOV. 2019**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Montpellier. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.